



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 02/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCADIF EXPANSION
2103 RUE DENIS PAPIN
77550 Reau

Référence : E4/25- 1302

Code AIOT : 0006519892

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement SCADIF EXPANSION implanté 2103 rue Denis Papin 77550 REAU. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée afin de pouvoir échanger sur les points bloquants du dossier de porter-à-connaissance déposé en juin 2023, suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022 DRIEAT UD77 153 du 27 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCADIF EXPANSION
- 2103 rue Denis Papin 77550 REAU
- Code AIOT : 0006519892
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCADIF (Société Coopérative d'Approvisionnement De l'Île-de-France) a été autorisée à exploiter une plateforme logistique sur les communes de Réau et Moissy-Cramayel par arrêté préfectoral n°2019/34/DCSE/BPE/IC du 7 juin 2019. L'arrêté préfectoral n°2021 DRIEAT UD 77 127 imposant des prescriptions complémentaires à la société SCADIF a été pris le 15 septembre 2021.

La plateforme logistique a été mise en service en mars 2022. Suite à la visite de récolement du 4 octobre 2022, l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022 DRIEAT UD77 153 du 27 a été pris en raison de non-conformités à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section III, article 21	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article Annexe - article 6.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article Annexe - article 4.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités observées sont principalement en lien avec l'impossibilité de communiquer les documents demandés. Bien que l'exploitant soit de bonne volonté, le suivi de ses installations doit être plus rigoureux. Il doit revoir son organisation interne afin de disposer d'un dossier ICPE lui permettant de répondre aux différentes sollicitations de l'inspection des installations classées. S'agissant de la protection contre la foudre, l'exploitant doit absolument vérifier, avec l'installateur, la conformité de son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024- type de suites qui avaient été actées : Avec suites- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant- date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2024
Prescription contrôlée : <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <ol style="list-style-type: none">2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis, en amont de la visite d'inspection, l'état des stocks au 2 mai 2025. Ce</p>

dernier comprend :

- un plan général du site avec les noms des différents bâtiments ;
- un plan de stockage du "bâtiment sec" avec la localisation des différentes zones de stockage ;
- l'état des stocks du "bâtiment sec" selon les rubriques ;
- un plan du "bâtiment froid" avec la localisation des différentes zones de stockages ;
- l'état des stocks du "bâtiment froid" selon les rubriques.

L'exploitant a indiqué que cet état des stocks était mis à jour de façon hebdomadaire et qu'il est disponible au PC sécurité.

L'inspection des installations classées a constaté qu'il manquait toujours les différentes familles de mention de dangers pour les matières dangereuses des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Par ailleurs, il a été rappelé à l'exploitant que la mise à jour de l'état des stocks devait être faite quotidiennement pour les matières dangereuses ainsi que pour les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il n'était pas possible de dissocier l'état des stocks des matières dangereuses des autres produits. Par conséquent, l'état des stocks sera mis à jour quotidiennement pour l'ensemble des produits stockés. Aussi, par courriel du 21 mai 2025, l'exploitant a transmis un nouvel état des stocks et la procédure d'édition de ce dernier, démontrant que l'état des stocks est mis à jour quotidiennement.

Cependant, l'état des stocks est toujours dépourvu des familles de mentions de danger pour les produits dangereux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, l'état des stocks faisant apparaître les familles de mentions de danger pour les matières dangereuses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section III, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024- type de suites qui avaient été actées : Avec suites- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective- date d'échéance qui a été retenue : 02/11/2024
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>[...]</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Constats : <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport foudre du 15 janvier 2025. Cinq non-conformités sont toujours présentes par rapport au rapport du 26 avril 2024.</p> <p>L'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées qu'il était en conflit avec l'installateur de la protection contre la foudre. En effet, ce dernier maintient que l'installation est conforme et que le bureau vérificateur ne sait pas faire le contrôle de ces installations.</p> <p>Une analyse du sujet doit être réalisée afin de déterminer si l'installation de la protection contre la foudre est conforme ou non, et, éventuellement, prévoir des travaux de mise en conformité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de la levée des réserves figurant dans le rapport foudre, dans un délai d'<u>un mois</u>.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article Annexe - article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

[...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune	Prélèvement maximal annuel (*) (m ³ /an)
Réseau public	Moissy-Cramayel Réau	8070

(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés si ceux-ci sont prescrits pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur.
[...]

Constats :

L'exploitant a transmis les relevés de consommation d'eau. La consommation annuelle d'eau est de 4 738 m³.

Cette consommation est inférieure à la consommation autorisée dans l'arrêté préfectoral n°2019/DCSE/BPE/IC du 7 juin 2019.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Identification des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article Annexe - article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état de tous les stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier : <ul style="list-style-type: none">• les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre l'inventaire des produits dangereux présents actuellement sur le site. Il a informé l'inspection des installations classées que l'inventaire reprenait l'ensemble des produits qui ont déjà été stockés, même si ces derniers n'ont pas été présents ces 10 dernières années. Il a été précisé que les produits ayant déjà été stockés ne sont pas déréférencés car ils peuvent revenir à tout moment. Aussi, l'exploitant va réfléchir à un système permettant de sortir la liste des produits dangereux réellement présents. Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits dangereux sont stockées sur le réseau informatique. Elles sont accessibles à tout moment, depuis un ordinateur. Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les FDS des produits suivants : <ul style="list-style-type: none">- Décapfour express - 500 ml- Baygon A rampant - aérosol 400 ml. Les fiches de données de sécurité ont été révisées en 2022 (Décapfour express) et 2023 (Baygon A rampant). Elles sont donc conformes aux exigences substantielles et formelles du Règlement (UE) n°2020/878.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, une liste des produits dangereux actuellement présents sur le site, dans un délai d' <u>un mois</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois